

EXTRAITS DES JOURNAUX D'EUROPE.

LA SITUATION.—Bossuet dit quelque part que les événements de ce monde ont des contre-coups qui déroulent les plus habiles politiques. A plus forte raison, doivent-ils embarrasser des gens qui ne passent pas pour être de très-habiles politiques. Nos républicains de la ville soupçonnent-ils, après leur triomphe de février, que le héros de Strasbourg et de Boulogne servirait pour eux, dans très-peu de temps, un grave péril ? que celui qui avait à peine inquiété un instant une royaume nouveau et non des plus solides, compromettait d'une manière sérieuse leur nouvel établissement ? Le National dernièrement nous vantait le suffrage universel, comme une des bases inébranlables de sa nouvelle République. Se doutait-il que bientôt ce suffrage universel, électant tous ses candidats, lui amènerait Louis Bonaparte élu pour quatre députements ; que cette élection mettrait la division entre les représentants de la nation et le pouvoir exécutif, et jetterait l'alarme dans les conseils du gouvernement ; de telle sorte que la république du 24 février paraîtrait plus chance lante au bout de trois mois que le premier jour ? D'un autre côté, si la nouvelle forme de gouvernement satisfaisait tous les vœux, si elle est la pensée de toute la France, comme nous l'assurait encore tout à l'heure M. de Lamartine lui-même, comment le premier aventurier venu, pourrait-il lui faire courir un danger sérieux ? Quand on a pour soi, nous ne dirons pas l'unanimité, ce qui est moralement impossible, mais l'immense majorité des vœux d'une nation qu'on sait gouverner on l'a pas, ce nous semble, une si grande force des prétendants, et on s'en occupe beaucoup moins. Mais ce n'est pas tout d'avoir été de belles théories sur le papier, d'avoir fait de grandes promesses sur le personnage de l'Hôtel-de-Ville et dans la salle du Luxembourg ; il faut les tenir, il faut les réaliser. Ce n'est pas tout de s'être mis avec un parfait désintérêt, même à la place de ses adversaires ; il faut mieux faire, et c'est là que commencent les embarras que le temps ne fait qu'accroître.

Ami de la Religion.

M. THIERS.—On s'est beaucoup entretenu dans le monde religieux et politique d'une lettre de M. Thiers exprimant, à l'égard du clergé, une opinion bien différente, de celle qu'on lui connaît ou qu'en lui attribuait jusqu'à présent.

Deux raisons nous ont empêché de publier cette lettre, dont une copie est parvenue depuis long-temps entre nos mains. Nous savions que l'auteur désirait que cette espèce de confidence fût à un ami ne fut point livrée à la publicité ; et en second lieu, au moment où le nom de M. Thiers était porté sur plusieurs listes de candidats, nous aurions craint d'assabiller le mérite et l'effet de cette conversion, en lui donnant l'apparence d'une réclame électorale.

Aucune de ces raisons n'existe plus aujourd'hui : M. Thiers a été nommé à l'Assemblée nationale par cinq collèges électoraux, et un journal étranger en publie sa lettre nous dispense d'une plus longue discréption. Voici donc cette lettre qui justifie parfaitement le vif intérêt qu'elle a excité :

Ami de la Religion.

LETTER DE M. THIERS A M. M. DE M., ANCIEN DÉPUTÉ.
Paris, le 3 mai 1848.

" Mon cher M.

" Voici mon avis sur vos questions fort imposantes du moment présent.

" Vous connaissez l'entêtement ordinaire de mes opinions politiques, sociales, économiques ; vous savez mon peu de goût pour la députation ; vous êtes donc bien convaincu que je ne ferai pas le sacrifice d'une seule de mes façons de penser à la multitude électorale. Mais je suis quelquefois dépité en voyant les sortes d'opinions que me prétendent plusieurs de vos amis à l'égard du clergé ; il me semble qu'il faut avoir été préoccupé par ces explications.

AUTRICHE.—Dans la journée des barricades, le 12, à Prague, la princesse de Wendschgraetz a été tuée dans son hôtel par une femme du peuple, qui a tiré sur elle d'une maison voisine. Le fils du prince, jeune officier du cuirassiers, a été blessé d'une balle au genou.

La princesse de Wendschgraetz, femme du gouverneur de Prague, était fille de feu le prince de Schwartzemberg, qui, après avoir été ambassadeur en France, a commandé (non seulement) aux troupes de la coalition de 1813 et 1814. La Gazette universelle allemande dit que la mère de la princesse de Wendschgraetz a péri dans l'incendie qui a éclaté au bal donné en 1810 par le prince de Schwartzemberg en l'honneur du mariage de Napoléon. Ce n'est point la femme, c'est la sœur du prince qui a péri dans les flammes où elle s'était précipitée pour chercher sa fille, déjà sauve par le major, aujourd'hui général Tattenborg.

" En tout cas, la révolution du 24 février aurait changé beaucoup de choses à ce sujet, et ne permettait pas un doute, si on en avait un seul. J'ai toujours cru qu'il fallait une religion positive, un culte, un clergé, et qu'en ce genre ce qu'il y avait de plus ancien était ce qu'il y avait de meilleur, comme c'était ce qu'il y avait de plus respectable. Aujourd'hui que toutes les idées sociales sont perverties, et qu'on va nous donner dans chaque village un instituteur qui sera un phalanstérien, je regarde le curé comme une indispensable rectification des idées du peuple : il lui enseignera au moins, au nom du Christ, que la douleur est nécessaire dans tous les états, qu'elle est la condition de la vie, et que, quand les pauvres ont la fièvre, ce ne sont pas les riches qui la leur envoient.

" Sans salaire, il n'y a pas de clergé. Beaucoup de catholiques se trompent à cet égard et s'imaginent qu'en renonçant au salaire, ils seront affranchis de l'Etat : ils ne seront affranchis que de la peine de toucher leur argent ; mais voilà tout. Le joug sera de fer pour eux comme pour nous tous, et ils mourront de besoing dans leur servitude aggravée.

" Qu'où soit bien convaincu que, dans les neuf dixièmes de la France, on laisserait mourir de faim les prêtres. En Vendée peut-être on les nourrirait ; de grands propriétaires même pourraient former une caisse où il y aura quelques millions (ce dont je doute), et Dieu sait ce qu'en ferai de ces millions !!! Je ne cesse, mon cher M., de vous le dire depuis deux mois : *Avec ce système, nous ferions rétrograder la France jusqu'à l'Irlande.*

" Quant à la liberté d'enseignement, je suis changé ! Je suis, non par une révolution dans mes convictions, mais par une révolution dans l'état social. Quand l'université représentait la bonne et sage bourgeoisie française, enseignait nos enfants suivant les méthodes de Rollin, donnait la préférence aux saines et vieilles études classiques sur les études physiques et toutes matières des prêtres de l'enseignement.

" Aujourd'hui je ne suis plus là, et pourquoi ? Parce que rien n'est où il était. L'université tombant aux mains des phalanstériens, prétend enseigner à nos enfants un peu de mathématiques, de physique, de sciences naturelles et beaucoup de démagogie, je ne vois de salut, s'il y en a, que dans la liberté d'enseignement. Je ne dis pas qu'elle doive être absolue et sans aucun garantie pour l'autorité publique ; car enfin, s'il y avait un enseignement Carnot et au-delà un enseignement Blanqui, je voudrais bien pouvoir empêcher au moins le dernier ! Mais, en tout cas, je répète que l'enseignement du clergé, que je n'aime pas, pour beaucoup de raisons, me semble maintenant meilleur que celui qui nous est préparé.

" Tellement est ma façon de penser sur tout cela. Je suis tout ce que j'étais ; mais je ne porte mes haines et ma chaleur de résistance que là où est aujourd'hui l'ennemi. Cet ennemi c'est la démagogie ; et je ne lui livrerai pas le dernier débris de l'ordre social, c'est-à-dire l'établissement catholique.

" S'il fallait livrer ceci à l'impression, je le raisonnerais plus fortement et avec plus de convenance de langage ; mais on peut le communiquer à ses amis, sans indiscretion ; je

n'en déساillerai rien que l'impression ; car j'aime mieux faire ma toilette pour paraître en public.

(Signé) THIERS."

DES JEUX.—Le 21, dans la soirée, des rassemblements nombreux se sont formés sur la place de l'Hôtel-de-Ville et sont devenus peu après assez agressifs. Ils étaient composés, en grande partie, de ces meneurs qui semblaient avoir pour mission de perpétuer le désordre et d'empêcher la reprise du commerce et du travail. Après avoir proféré à plusieurs reprises les cris de *Vive Louis-Napoléon !* ils se sont formés en bandes et sont allés danser en rond autour de l'arbre de la liberté, à l'extrémité de la place, en chantant la *Carmagnole*, s'interrompant de temps à autre pour crier *Vive Louis-Napoléon ! Nous l'aurons !* qu'ils chantaient en chœur sur l'air des *lampions* ! Puis ils ont voulu forcer les citoyens qui passaient à pousser le même cri ; l'un de ceux-ci ayant répondu par le cri de *Vive la République !* a été aussitôt assailli par ces individus, qui l'ont violemment maltraité en criant *À bas ! et À Peau le réactionnaire !*

Des gardiens de ville sont arrivés et ont dégagé la personne attaquée, mais ils ont été assaillis à leur tour, et l'un d'eux a été terrassé sans mouvement sur le pavé. La force publique est alors intervenue ; un certain nombre d'arrestations ont été faites. Parmi les individus conduits à la préfecture de police, sept ou huit étaient porteurs d'armes cachées.

UN AVEU.—On nous communique le fait suivant :

" Une femme de chambre, placée depuis quelques années dans une bonne maison, est venue il y a peu de jours annoncer à sa maîtresse qu'elle était obligée de cesser son service. Cette femme de chambre était très-aimée de ses maîtres, et ils firent près d'elle toutes les instances pour qu'elle restât avec eux. " C'est impossible, leur répondit la femme de chambre ; vous comprendrez facilement que je ne puis rester, mon mari vient d'être nommé préfet." (Considération !)

CULTE.—Le ministre de l'instruction publique et des cultes, vient de mettre à la disposition du commissaire du gouvernement, à Versailles, une somme de 30,000 francs pour terminer les travaux de restauration de la cathédrale.

SUISSE.—Dans la dernière diète extraordinaire tenue à Berne, un député protestant fit la proposition étrange de ne plus admettre désormais en Suisse un nonce du Saint-Père, mais un simple représentant laïque. Il nous est agréable d'annoncer que cette proposition n'a eu aucun succès dans la diète : elle n'y a obtenu que deux voix et demie ; tout le reste de l'assemblée s'est prononcé contre elle. Cette décision, comme on devait le prévoir, a rempli d'une grande consolation les bons catholiques de la Suisse.

Nous lissons ce qui suit dans l'*Acte de la Religion* du 22 juin :

" Il se prépare pour demain à l'assemblée nationale une bonne comédie, dont cette fois encore Louis-Napoléon Bonaparte sera le sujet. Le citoyen Lagrange, qui semble avoir été nommé pour remplir le rôle du citoyen Barbès, absent pour cause d'insurrection, est venu, au nom des clubs républicains, demander la permission d'adresser demain à la commission exécutive, des interpellations sur les mesures qu'elle entend prendre contre les conspirateurs bonapartistes. Le citoyen Lagrange nous a annoncé cette scène de mélodrame d'une voix cavernueuse, avec un geste de Brutus, en homme qui manie le fusil beaucoup mieux que la parole. Nous ne savons ce qu'il y a de sérieux derrière cette parade révolutionnaire ; mais si nous avions l'honneur de siéger dans l'assemblée nationale, il nous paraîtrait plus urgent d'interpeller le pouvoir exécutif, sur la manière dont il surveille les menées démagogiques des hommes qui, veulent nous donner le change avec les complots napoleoniens."

Il pourrait bien se faire que l'insurrection parisienne, que le télégraphe annonce, eût été amenée par ces explications.

AUTRICHE.—Dans la journée des barricades, le 12, à Prague, la princesse de Wendschgraetz a été tuée dans son hôtel par une femme du peuple, qui a tiré sur elle d'une maison voisine. Le fils du prince, jeune officier du cuirassiers, a été blessé d'une balle au genou.

La princesse de Wendschgraetz, femme du gouverneur de Prague, était fille de feu le prince de Schwartzemberg,

qui, après avoir été ambassadeur en France, a commandé (non seulement) aux troupes de la coalition de 1813 et 1814. La Gazette universelle allemande dit que la mère de la princesse de Wendschgraetz a péri dans l'incendie qui a éclaté au bal donné en 1810 par le prince de Schwartzemberg en l'honneur du mariage de Napoléon. Ce n'est point la femme, c'est la sœur du prince qui a péri dans les flammes où elle s'était précipitée pour chercher sa fille, déjà sauve par le major, aujourd'hui général Tattenborg.

Aucune de ces raisons n'existe plus aujourd'hui : M. Thiers a été nommé à l'Assemblée nationale par cinq collèges électoraux, et un journal étranger en publie sa lettre nous dispense d'une plus longue discréption. Voici donc cette lettre qui justifie parfaitement le vif intérêt qu'elle a excité :

Ami de la Religion.

LETTER DE M. THIERS A M. M. DE M., ANCIEN DÉPUTÉ.

Paris, le 3 mai 1848.

" Mon cher M.

" Voici mon avis sur vos questions fort imposantes du moment présent.

" Vous connaissez l'entêtement ordinaire de mes opinions politiques, sociales, économiques ; vous savez mon peu de goût pour la députation ; vous êtes donc bien convaincu que je ne ferai pas le sacrifice d'une seule de mes façons de penser à la multitude électorale. Mais je suis quelquefois dépité en voyant les sortes d'opinions que me prétendent plusieurs de vos amis à l'égard du clergé ; il me semble qu'il faut avoir été préoccupé par ces explications.

AUTRICHE.—Dans la journée des barricades, le 12, à Prague,

la princesse de Wendschgraetz a été tuée dans son hôtel par une femme du peuple, qui a tiré sur elle d'une maison voisine. Le fils du prince, jeune officier du cuirassiers, a été blessé d'une balle au genou.

La princesse de Wendschgraetz, femme du gouverneur de Prague, était fille de feu le prince de Schwartzemberg,

qui, après avoir été ambassadeur en France, a commandé (non seulement) aux troupes de la coalition de 1813 et 1814. La Gazette universelle allemande dit que la mère de la princesse de Wendschgraetz a péri dans l'incendie qui a éclaté au bal donné en 1810 par le prince de Schwartzemberg en l'honneur du mariage de Napoléon. Ce n'est point la femme, c'est la sœur du prince qui a péri dans les flammes où elle s'était précipitée pour chercher sa fille, déjà sauve par le major, aujourd'hui général Tattenborg.

Aucune de ces raisons n'existe plus aujourd'hui : M. Thiers a été nommé à l'Assemblée nationale par cinq collèges électoraux, et un journal étranger en publie sa lettre nous dispense d'une plus longue discréption. Voici donc cette lettre qui justifie parfaitement le vif intérêt qu'elle a excité :

Ami de la Religion.

LETTER DE M. THIERS A M. M. DE M., ANCIEN DÉPUTÉ.

Paris, le 3 mai 1848.

" Mon cher M.

" Voici mon avis sur vos questions fort imposantes du moment présent.

" Vous connaissez l'entêtement ordinaire de mes opinions politiques, sociales, économiques ; vous savez mon peu de goût pour la députation ; vous êtes donc bien convaincu que je ne ferai pas le sacrifice d'une seule de mes façons de penser à la multitude électorale. Mais je suis quelquefois dépité en voyant les sortes d'opinions que me prétendent plusieurs de vos amis à l'égard du clergé ; il me semble qu'il faut avoir été préoccupé par ces explications.

AUTRICHE.—Dans la journée des barricades, le 12, à Prague,

la princesse de Wendschgraetz a été tuée dans son hôtel par une femme du peuple, qui a tiré sur elle d'une maison voisine. Le fils du prince, jeune officier du cuirassiers, a été blessé d'une balle au genou.

La princesse de Wendschgraetz, femme du gouverneur de Prague, était fille de feu le prince de Schwartzemberg,

qui, après avoir été ambassadeur en France, a commandé (non seulement) aux troupes de la coalition de 1813 et 1814. La Gazette universelle allemande dit que la mère de la princesse de Wendschgraetz a péri dans l'incendie qui a éclaté au bal donné en 1810 par le prince de Schwartzemberg en l'honneur du mariage de Napoléon. Ce n'est point la femme, c'est la sœur du prince qui a péri dans les flammes où elle s'était précipitée pour chercher sa fille, déjà sauve par le major, aujourd'hui général Tattenborg.

Aucune de ces raisons n'existe plus aujourd'hui : M. Thiers a été nommé à l'Assemblée nationale par cinq collèges électoraux, et un journal étranger en publie sa lettre nous dispense d'une plus longue discréption. Voici donc cette lettre qui justifie parfaitement le vif intérêt qu'elle a excité :

Ami de la Religion.

LETTER DE M. THIERS A M. M. DE M., ANCIEN DÉPUTÉ.

Paris, le 3 mai 1848.

" Mon cher M.

" Voici mon avis sur vos questions fort imposantes du moment présent.

" Vous connaissez l'entêtement ordinaire de mes opinions politiques, sociales, économiques ; vous savez mon peu de goût pour la députation ; vous êtes donc bien convaincu que je ne ferai pas le sacrifice d'une seule de mes façons de penser à la multitude électorale. Mais je suis quelquefois dépité en voyant les sortes d'opinions que me prétendent plusieurs de vos amis à l'égard du clergé ; il me semble qu'il faut avoir été préoccupé par ces explications.

AUTRICHE.—Dans la journée des barricades, le 12, à Prague,

la princesse de Wendschgraetz a été tuée dans son hôtel par une femme du peuple, qui a tiré sur elle d'une maison voisine. Le fils du prince, jeune officier du cuirassiers, a été blessé d'une balle au genou.

La princesse de Wendschgraetz, femme du gouverneur de Prague, était fille de feu le prince de Schwartzemberg,

qui, après avoir été ambassadeur en France, a commandé (non seulement) aux troupes de la coalition de 1813 et 1814. La Gazette universelle allemande dit que la mère de la princesse de Wendschgraetz a péri dans l'incendie qui a éclaté au bal donné en 1810 par le prince de Schwartzemberg en l'honneur du mariage de Napoléon. Ce n'est point la femme, c'est la sœur du prince qui a péri dans les flammes où elle s'était précipitée pour chercher sa fille, déjà sauve par le major, aujourd'hui général Tattenborg.

Aucune de ces raisons n'existe plus aujourd'hui : M. Thiers a été nommé à l'Assemblée nationale par cinq collèges électoraux, et un journal étranger en publie sa lettre nous dispense d'une plus longue discréption. Voici donc cette lettre qui justifie parfaitement le vif intérêt qu'elle a excité :

Ami de la Religion.

LETTER DE M. THIERS A M. M. DE M., ANCIEN DÉPUTÉ.

Paris, le 3 mai 1848.

" Mon cher M.

" Voici mon avis sur vos questions fort imposantes du moment présent.

" Vous connaissez l'entêtement ordinaire de mes opinions politiques, sociales